



## 2007 : les vraies préoccupations des Français

Emploi, protection sociale, formation, pouvoir d'achat, inégalités, environnement...

Au-delà des formules flatteuses des candidats, les problèmes de fond restent à résoudre. C'est ce qu'attendent les Françaises et les Français de cette élection présidentielle.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 819

14 décembre 2006

prix: 0,70 €

## Candidature à la Présidentielle : le temps presse



• Aucune décision commune ne s'est dégagée lors de la rencontre nationale des collectifs malgré les choix majoritaires des collectifs locaux en faveur de Marie-George BUFFET.

• Perdre du temps, c'est prendre le risque d'une impasse politique et d'un découragement de toutes celles et ceux qui veulent d'autres choix pour notre pays.

• Les communistes sont décidés à prendre toutes leurs responsabilités dans une échéance politique de cette importance.

### Il est urgent d'entrer en campagne

### ■ PRÉSIDENTIELLES

P 2

Après la réunion des collectifs antilibéraux des 9 et 10 décembre à Paris, quelles perspectives pour construire une nouvelle voie politique ?

### ■ FUSION GDF-SUEZ

P 5

L'action menée contre le bradage de Gaz de France marque des points importants.



### ■ ASSAINISSEMENT

P 7

L'application de la loi sur l'eau fait des vagues en ce qui concerne le service public d'assainissement non collectif. Les élus communistes prennent le dossier en main.

### ■ LA VIGNE ET LE VIN

P 8

Les résultats de notre jeu en page 8. Bravo à tous ceux qui ont répondu correctement à nos questions.

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
 www.pcf-44.com  
 www.pcf-44.com  
**www.pcf-44.com**  
 www.pcf-44.com  
 www.pcf-44.com  
 L'info de tous les jours

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Verts "pâle"

Crédités de 1% dans les sondages pour la prochaine élection présidentielle, les Verts restent fidèles à eux-mêmes dans la manière d'aborder les questions du moment. Ils n'avaient pas moins de 8 motions en concurrence lors de leur Congrès, le week-end dernier. C'est en fait l'art de savoir marcher sur les sables mouvants...

### Balle au centre.

Çà y est, il est candidat. François BAYROU s'est positionné entre la chèvre et le chou, ni à votre droite, ni à votre gauche comme il aime à le dire. Mais à regarder de plus près, il reste tout de même bien ancré aux fondamentaux libéraux, chers à la démocratie chrétienne, c'est-à-dire à droite.

### Candidat ?

Qui l'eut cru, Nicolas SARKOZY est candidat à la présidentielle pour l'UMP.

Nous sommes vraiment loin d'un scoop, qu'il a pourtant lancé lors d'une grossière opération de communication, via la presse quotidienne régionale. Un effet d'annonce bien plat

qui outre l'aspect de faire les unes de toute la presse écrite, s'est révélé comme un véritable flop dans l'opinion publique. Qui, en effet, pouvait douter qu'il ne serait pas candidat.

### Coup bas

Le journal Libération entre deux charrettes de licenciements de journalistes, a grillé, sans aucune pudeur, la primeur de l'information voulue par le ministre candidat. En mettant la « nouvelle » de l'annonce de la candidature du chef de l'UMP sur son site dès la veille au soir de la sortie des quotidiens régionaux, Libération a fait déraiper le plan. Raté pour le petit prince de la place Beauvau qui croyait avoir tous les médias à sa botte... Il y a encore des dévergondés...

### Fait et information

L'opération médiatique montée par SARKOZY pour annoncer sa candidature n'est qu'une tentative de mise au pas des médias pour le SNJ CGT qui, à juste titre, considère que l'information ne peut pas être mise devant des faits accomplis. Devant de telles échéances pour l'avenir de tous, il faut imposer une autre information, précise le syndicat.

### Le retour (6)

Quelle surprise pour nous tous de revoir sur les plus beaux panneaux publicitaires payants de nos villes, c'est-à-dire, ceux qui sont même éclairés la nuit, l'incontournable candidate à la présidentielle relookée par de véritables professionnels pour la circonstance. Mais oui, il s'agit bien de celle qui pour la sixième fois consécutivement va nous dire que les travailleurs sont exploités et spoliés mais qui, pour la sixième fois s'arrêtera au constat sans apporter la moindre solution pour que cela change... Bonjour Arlette.

## Point de vue

par Michel RICA



Au lendemain de la réunion des Collectifs qui s'est tenue à Paris le week-end dernier l'inquiétude et l'attente sont grandes. Pourtant 569 collectifs sur 800 avaient proposé Marie-George BUFFET comme candidate du rassemblement antilibéral. Tout laissait donc penser que la discussion serait sereine et pren-

draient en compte l'avis de ces collectifs

Alors, d'où vient ce blocage ? Le blocage vient de

ce qu'il est convenu d'appeler le double consensus.

C'est à la fois l'avis des collectifs et un accord entre les organisations, les personnalités constituant le Collectif national. Ce choix du double consensus est la conséquence de décisions

prises lors de la constitution des Collectifs. Nous ne pouvons que constater aujourd'hui les limites de ce processus de désignation.

Il y a donc urgence à ce que cette situation se débloque. Parce qu'il y a urgence pour celles et

ceux qui subissent chaque jour la politique libérale, et qui veulent vraiment que la politique change pour que leur vie change enfin. L'urgence, à quelques jours des fêtes de fin d'année, c'est « pour les sans », les sans travail, les sans revenus, les sans logements, les sans droits. L'urgence, c'est pour la jeunesse de notre pays. L'urgence, c'est pour les chômeurs, les précaires, les retraités, c'est pour la défense de l'emploi et des services publics.

C'est cela l'urgence et c'est bien loin de la bataille interne qui se mène dans les collectifs contre la candidature de Marie-George BUFFET.

Rappelons-nous l'espoir qui s'était levé lors de la bataille pour le NON au référendum, rappelons-nous la lutte victorieuse contre le CPE.

Aujourd'hui, il faut que toutes celles et ceux qui veulent vraiment que les choses bougent, s'en mêlent.

Il faut engager le débat dans les quartiers, dans les entreprises, les villages : il faut que la candidature de ce rassemblement devienne leur affaire. Mais plus le temps passe, plus les candidats des forces de droite et réformistes sont engagés et font des propositions

et plus les idées de transformation sociale perdent du terrain. Il est maintenant urgent de désigner, comme le proposent les Collectifs, Marie-George BUFFET comme candidate du rassemblement antilibéral

**« Il y a inquiétude et colère chez les communistes après l'échec de la réunion nationale »**

### Candidature antilibérale : les raisons du blocage... temporaire ?

Tout était réuni pour que la réunion nationale des collectifs, parvienne à décider d'une candidature. Une candidate même, puisque dans les 569 collectifs ayant débattu de la candidature, Marie-George BUFFET a été mise en première position par plus de la moitié des collectifs, laissant loin derrière Clémentine AUTAIN et Yves SALESSE. Alors d'où vient le blocage ? Il naît d'abord de la tension créée par le départ de José BOVE et d'une pétition signée par une grande partie des membres du collectif national qui demandait le retrait de la candidate sous prétexte qu'elle était la première dirigeante du PCF. Les modalités retenues pour le débat, affirmaient pourtant rejeter « Tout préalable pour quiconque ou contre quiconque ». Autrement dit, il aurait fallu changer les règles pour éviter que les collectifs ne choisissent Marie-George BUFFET. Et pourtant, en majorité, c'est ce qu'ils

ont fait. Et c'est ce que refusent les organisations (Hors PCF) réunies dans le collectif national. Or, la méthode choisie est de trouver un accord, un consensus, entre les collectifs locaux et les organisations composant le rassemblement. Pire, la tension s'est parfois transformée en insultes et sifflets lorsqu'intervenaient les représentants, pourtant majoritaires dans la salle, des collectifs qui avaient opté pour Marie-George BUFFET. Sa candidature ne ferait pas consensus, mais alors qui ? Celui ou celle que les collectifs ont choisi moins souvent ? C'est ce que résumait avec humour ce délégué des Pyrénées Orientales en résumant « Si t'es troisième, pas de problème. Si t'es second, t'as tout bon. Si t'es première, passe derrière ! Il est quand même bizarre votre consensus ». En effet.

A.S.

### Nous avons besoin de construire un véritable rassemblement populaire et majoritaire.

Le bipartisme n'est pas une vue de l'esprit, pour arriver à une situation anglaise, allemande ou américaine, la machine française est en marche, nous la voyons se construire, se peaufiner avec minutie en cette période préélectorale autour de Ségolène ROYAL et de Nicolas SARKOZY.

Dans le même temps, les luttes se développent dans notre pays, les réactions politiques existent, marquent des points comme pour la victoire du NON le 29 mai 2005 lors du référendum sur la constitution européenne ou sur des questions sociales et de société comme ce fut le cas avec de l'action gagnante contre le CPE.

C'est dans ce contexte que doit se développer l'action que mènent les communistes : d'une part, rassembler le maximum de citoyens dans l'action contre la politique de la droite et contre le libéralisme, dans le mouvement social mais aussi d'autre part, dans une démarche politique capable de renver-

ser les données présentes et d'offrir de nouvelles perspectives.

La démarche actuelle des communistes pour construire un rassemblement majoritaire se fera obligatoirement sur des bases populaires, dénuées de prétentions personnelles, de calculs politiques, d'exclusives et de sectarisme. Elle se fera avec la diversité que connaît notre société et des conceptions politiques d'une gauche antilibérale qui existe et dans laquelle chacun a le droit de cité et d'exister à la hauteur de ce qu'il représente dans la société.

La candidature de Marie-George BUFFET approuvée par 96 % des communistes et 56 % des collectifs antilibéraux, s'inscrit dans cette démarche de construction de transformation sociale qui a pour finalité de s'opposer à un monde politique dans lequel, la contestation de " l'ordre-établi " n'aurait plus droit de cité.

Y.C.

## VITE LU VITE DIT

### Notre Dame des Landes

Entre incompréhension, mensonges délibérés et n'importe quoi...

Une nouvelle étape dans la longue marche administrative du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, vient d'être franchie avec l'enquête publique qui vient de s'achever. Durant celle-ci, nous avons tout entendu de la part des opposants qui ne savent plus quoi inventer pour tenter de faire capoter le projet.

Auprès de la Commission d'enquête ou lors de Conseils municipaux qui ont mis cette question à l'ordre du jour, chacun y va de son couplet. Les animaux vont souffrir des nuisances à Notre Dame des Landes, mais n'en souffrent pas, bien entendu, en agglomération nantaise. Il y a des risques pour les populations des communes qui vont être survolées avec le projet mais il n'y en a évidemment pas pour celles de l'agglomération nantaise...

La plus stupide des contributions, revient sans aucun doute à un consultant international, spécialiste des questions pétrolières qui s'oppose à «ce méchant projet» et propose de «provisionner dès la construction les conséquences de son «inévitabilité démantèlement».

Pour ce spécialiste de la bêtise, «le chiffrage du projet devra inclure les coûts de démolition des infrastructures et la remise en état des sites». Et comme si il n'y en avait pas assez, il en rajoute une couche à propos de la terre végétale qu'il faudra alors remettre. Pour ce faire, il propose «de» soigneusement l'entreposer, à l'abri des vols des dégradations et du ruissellement».

Affaire à suivre, cela ne fait aucun doute...

## Yvon RENEVOT : «Je fais le choix de Marie-George BUFFET»

Yvon RENEVOT était un des délégués du Collectif antilibéral de Saint-Nazaire, à la rencontre nationale des collectifs locaux, le week-end dernier. Nous l'avons rencontré avant son départ pour cette réunion nationale. Il répond à nos questions et nous donne ses arguments pour que Marie George BUFFET soit la candidate du rassemblement antilibéral à la prochaine élection présidentielle.

**NLA : sur le débat de la candidature pour l'élection présidentielle, quelle option défendais-tu ?**

Yvon RENEVOT : La rencontre nationale est d'abord pour moi la mise en commun de tout le travail effectué depuis septembre. Je veux, en allant à Saint-Ouen faire partager tout ce que nous avons construit dans la diversité dans le collectif de Saint-Nazaire. Concernant le nom du candi-



dat ou de la candidate antilibéral(e) qui devra figurer sur le bulletin de vote de l'élection présidentielle, les participants avaient, à bulletin secret, fait le choix préférentiel de Marie George BUFFET. Je suis donc porteur de ce choix.

**NLA : quels ont été les arguments développés pour la candidature de Marie George BUFFET ?**

Y.R. : Celles et ceux qui ont

mis en débat la proposition de Marie George BUFFET (il n'y avait pas que les communistes pour la soutenir et certains parmi les communistes ont fait un autre choix) ont mis en avant son expérience ministérielle, son expérience d'élue parlementaire de banlieue, ses actes forts pour partager le temps de parole du PCF, les estrades avec tous les acteurs du NON de gauche au moment du référendum, et surtout ils ont montré qu'il ne s'agissait pas là d'une aventure personnelle... Tous ces arguments sont connus et appréciés.

**NLA : as-tu d'autres arguments plus personnels ?**

Y.R. : Oui, des arguments en lien avec 2 moments forts à Saint-Nazaire. Marie George BUFFET est venue à deux

reprises à Saint-Nazaire depuis mai 2005.

Le 15 mai 2005, deux semaines avant la victoire du NON de gauche au TCE, Marie George BUFFET participait à la Fête des "Nouvelles de Loire Atlantique". Une Fête ouverte aux collectifs locaux du NON de gauche, aux organisations altermondialistes, aux travailleurs en lutte... preuve de notre volonté permanente que la diversité des rassemblements, s'exprime. Il y avait deux à trois mille personnes au moment du meeting. Un sacré coup de fouet pour la dernière ligne droite...

Le 14 novembre 2005, Marie George BUFFET se voyait refuser l'accès aux Chantiers de l'Atlantique parce qu'avec les salariés d'Alstom Marine, elle remettait en cause les choix des actionnaires et faisait des propositions concrètes pour une construction navale du XXI<sup>e</sup> siècle dans notre ville.

Une candidate aux portes des entreprises, c'est utile, indispensable, ça participe à faire de la politique autrement.

### Le canton de Guérande renforce la majorité départe- mentale.

Suite au décès du Maire de Guérande également Conseiller général du canton, de nouvelles élections se sont déroulées à la fin novembre pour le premier tour et début décembre pour le second (voir notre numéro du 16 novembre).

Notre camarade Serge BARON qui se présentait sous l'étiquette du Parti Communiste, a réalisé un score en progression par rapport au dernier scrutin avec 4,11 % des voix, il progresse de près d'un point dans une élection marquée par une très forte abstention, (plus de 60 %).

Au second tour, c'est le socialiste René LEROUX, Maire de La Turballe qui est élu avec plus de 56 % des voix. Notons également le faible taux de participation : moins de 40 %.

Il serait aventureux de tirer de cette élection partielle, des enseignements qui déborderaient l'enjeu même de ce scrutin. Toutefois, nous constatons que la faible participation, confirme l'écart qui se creuse entre la politique et les citoyens. Il est également à souligner que la perte par la droite d'un canton qui lui était d'habitude fidèle, renforce la majorité de gauche au Conseil général de Loire-Atlantique après que les électeurs qui s'étaient, au premier tour, tournés vers un candidat de gauche Verts ou Communistes, ont reporté très largement leur suffrage sur le candidat socialiste arrivé en tête au premier tour (4 720 voix soit 56,23 % au premier tour pour l'ensemble des candidats se réclamant de la gauche, 4 971 voix soit 56,55 % au second tour).

**Rappel du résultat du 1er tour**  
Inscrits : 22 938  
Exprimés : 8 394 (36,59 %)  
Serge BARON (PCF) 345 (4,11 %)  
René LEROUX (PS) 3 861 (46 %)  
Danielle ESTAY (Verts) 514 (6,12 %)  
Catherine BAIL-HACHE (DVD) 2 658 (31,67 %)  
Georges FONTAINE (DVD) 477 (5,68 %)

### Nécrologie

Notre camarade Daniel PEZIN vient de nous quitter, vaincu par la maladie. Daniel, cheminot, venait de partir en retraite. Lors des Fêtes de l'Humanité et des Nouvelles, il s'investissait pleinement dans les cuisines. Il avait été indiscutablement par son savoir faire et le professionnalisme, l'un des artisans du niveau gastronomique du stand de notre Fédération à la Fête de l'Huma. Daniel était également un homme attachant, sincère et convaincu de ses engagements à la CGT et au Parti Communiste. Il nous quitte en laissant à tous celles et ceux qui le connaissaient l'image d'un ami, d'un camarade au grand cœur et convaincu de la justesse du combat qu'il menait. Nous adressons à sa famille et à sa compagne, Marie-Louise, nos plus sincères condoléances.

### De vous à moi...

Il est, c'est certain, plus facile de couper des pieds de maïs devant des caméras soigneusement prévenues de l'opération, parce qu'il se dit, ça et là, qu'ils seraient transgéniques plutôt que de construire une alternative politique solide. C'est ce que je tire de «l'expérience politique» du paysan du Larzac qui vient de sortir par la petite porte en rentrant immédiatement par la fenêtre, de la construction politique qui se veut l'héritière de la victoire du NON du 29 mai. Certes, l'homme à la moustache bourrue, à la pipe connue de tout téléspectateur, de nos journaux du 20 heures, ne s'est jamais déclaré en faveur de la politique, déclarant même, il faut le rappeler, ne pas vouloir s'y investir ou tout du moins pas dans celle qui voulait construire quelque chose de neuf. C'est pour cela qu'il a passé plus de temps à s'opposer à presque tout, à mener des campagnes soli-

taires et avant tout médiatiques, mais, cette fois il se découvre réellement en levant son masque et mélangeant prétentions personnelles et perspectives politiques. Mettre dos à dos, comme il l'a fait la LCR et le Parti Communiste quand le premier décide, contre tous, de faire cavalier seul dans la course à la présidentielle alors que le second s'investit totalement dans la construction d'un courant antilibéral, c'est tout simplement faire de la politique avec des lunettes en contreplaqué. Et oui José, il est plus facile de prendre un avion pour aller à l'autre bout de notre planète afin de manifester lors d'un forum altermondialiste, de prendre sa faucille pour couper quelques pieds de maïs plutôt que de se battre efficacement et courageusement pour changer radicalement ce foutu monde.

Y.C.

# DOSSIERS DE CAMPAGNE

## 2007 : Les vraies préoccupations des Français

### Emploi, formation, protection sociale, pouvoir d'achat, inégalités



«Ordre juste» et «désir d'avenir» pour Ségolène ROYAL, «Rupture tranquille» pour Nicolas SARKOZY, les petites formules commencent à se multiplier en attendant qu'affiches et slogans de campagne,

commencent à fleurir sur les murs. Nous voici à l'heure des communicants et des publicitaires soucieux de dénicher le bon coup médiatique qui fera progresser leur candidat dans les enquêtes d'opinion.

Ce n'est bien sûr pas nouveau mais ce qui marque le début de campagne, c'est avant tout le flou sur les propositions et les hésitations sur les contenus. C'est peut-être parce que les exigences demeurent et que les principaux candidats déclarés ne semblent pas prêts à s'atteler à la résolution des problèmes considérables que rencontrent les hommes et les femmes de ce pays. D'où la nécessité pour eux d'allumer des contre feux, en tentant, par exemple, de focaliser la campagne sur la sécurité. C'est le premier enseignement du sondage réalisé par le CSA à la fin du mois de novembre. En 6 mois, la préoccupation sur la sécurité progresse de 6 points et passe de la 4<sup>e</sup> à la seconde place. On le doit bien sûr à SARKOZY dont le sécuritaire et la

répression, constituent le fond de commerce mais aussi aux sorties de Ségolène ROYAL sur l'encadrement militaire des jeunes. Il semble pourtant évident que la police et l'armée, même en nombre, ne suffiraient pas à résoudre les problèmes de délinquances. Emploi, formation des jeunes, protection sociale, pouvoir d'achat, inégalités sociales... Voilà les débats qui devraient constituer le cœur du débat politique. Ce sont en tout cas les réponses attendues à en croire les résultats de l'enquête d'opinion du CSA. 9 % de chômeurs, près du double chez les moins de 25 ans, massivement mobilisés contre le Contrat Première Embauche et des candidats plutôt hésitants sur la question de l'emploi. Une situa-

tion et des exigences qui témoignent de la pertinence de la proposition communiste d'une sécurité d'emploi et de formation. Les réformes des retraites et de la sécurité sociale font peser

**La désignation de Marie-George BUFFET serait un geste fort en direction des adversaires d'une alternative transformatrice à gauche**

de lourdes contraintes sur le pouvoir d'achat populaire et favorisent les inégalités. Mais pour que ça cesse, il faut réunir les conditions du changement. Cela nécessite de battre la droite et le patronat dans les urnes mais aussi d'imposer les réformes nécessaires à une protection sociale efficace pour toutes et tous. Il y a donc besoin d'une gauche transformatrice prête à

augmenter les salaires et à dégager les financements nécessaires aux dépenses sociales en taxant les actifs financiers des entreprises par exemple ou en mettant un terme aux exonérations de cotisations patronales. Le seul choix possible pour répondre durablement aux aspirations populaires, passe par une rupture avec les politiques libérales mises en œuvre depuis trop longtemps. C'est ce à quoi travaillent avec détermination les communistes depuis leur Congrès, en mettant en débat des propositions transformatrices d'abord, mais aussi en proposant la candidature rassembleuse de Marie-George BUFFET pour contribuer à faire gagner les politiques qui répondent enfin aux aspirations populaires.

## Emmanuelle STIESZ

### Intérimaire

Quelles sont les préoccupations les plus urgentes d'une jeune mère de famille comme toi ?

A 25 ans, j'ai deux enfants, notre plus grande fille va avoir 6 ans et à cet âge, les aides de la CAF pour les assistantes maternelles diminuent. Je suis intérimaire et même si mon ami travaille aux espaces verts dans la fonction publique territoriale, nos salaires sont trop faibles pour ces dépenses. Logés par une OPAC à Vallet, le loyer représente une part importante et quand on ajoute les factures, la nounou, l'alimentation, il ne reste pas grand-chose pour les loisirs. La précarité augmente et il est de plus en plus dur d'obtenir des crédits pour une maison ou une voiture. Mon père est atteint d'une maladie neuro motrice, invalide à 80 % et en fin de vie, il souhaite vivre à domicile mais là

encore les aides sont insuffisantes et les délais sont trop court, il gagne 1 500 euros par mois alors qu'il nous faudrait 8 000 euros pour le maintenir à domicile. Nous avons trouvé un logement adapté mais il a besoin de soins lourds. Ces situations sont difficiles à vivre, surtout que le pouvoir d'achat diminue.

**À la fin du mois, il ne reste pas grand chose pour les loisirs**

**Qu'est ce que tu penses de la campagne présidentielle ?**

Nous sommes au deuxième tour non ? C'est vraiment l'impression que ça donne. Malgré le battage médiatique organisé autour de Ségolène Royal, elle me paraît beaucoup trop décalée de la réalité que nous vivons. Les propositions du PS n'ont rien de nouveau, elles sont insuffisantes pour changer à gauche. Quand à Sarkozy, notre Bush à la française, on connaît ses

solutions, c'est toujours plus de répression et la précarité qui continuera d'augmenter. Il ne faut pas oublier qu'ils étaient tous les deux pour la constitution européenne qui aurait

aggravé encore plus la situation. Bien sûr, la gauche a participé au combat contre le CPE mais il faudrait que la mobilisation populaire continue pour la présidentielle. C'est la seule solution pour imposer aux médias une vraie campagne dès le premier tour, J'attends aussi beaucoup d'une candidature comme celle de Marie George Buffet qui réponde aux intérêts de la population au lieu de favoriser les profits des entreprises.



## Ils ont dit :



### Gisèle JOUATTE Retraitée

Politique, élection semblent loin dans la tête des retraités. La discussion tourne autour du pouvoir d'achat qui diminue depuis une dizaine d'années à la vitesse grand V. Le plus souvent c'est le passage à l'euro, la pension diminue, les augmentations passent inaperçues car les prélèvements sociaux (CRDS-CSG-Mutuelle) les absorbent. Les prix des consommations courantes et nécessaires ont explosé, logement, électricité, téléphone, eau, gaz, assurances, carburant, alimentation. Les retraités se comportent autrement, suppriment les vacances, la culture, l'habillement et même recherchent les produits alimentaires les moins chers. Leur grand souci, c'est le déremboursement de nombreux médicaments, le soins. Pour de nombreux retraités, le chômage, la précarité de leurs enfants et petits enfants les mettent dans un mal vivre face à leur détresse, sachant que l'aide qu'ils leur apportent, n'est qu'un plâtre à la misère.

Les prix des consommations courantes et nécessaires ont explosé, logement, électricité, téléphone, eau, gaz, assurances, carburant, alimentation. Les retraités se comportent autrement, suppriment les vacances, la culture, l'habillement et même recherchent les produits alimentaires les moins chers. Leur grand souci, c'est le déremboursement de nombreux médicaments, le soins. Pour de nombreux retraités, le chômage, la précarité de leurs enfants et petits enfants les mettent dans un mal vivre face à leur détresse, sachant que l'aide qu'ils leur apportent, n'est qu'un plâtre à la misère.

	(1) Jan-02	(2) Juin-06	(3) Nov-06	
L'emploi	30	39	38	-1
La sécurité	32	20	27	+7
La protection sociale (santé et retraite)	21	26	22	-4
La formation des jeunes	12	23	21	-2
Le niveau du pouvoir d'achat	6	18	20	+2
Les inégalités sociales	14	19	17	-2
L'environnement	16	12	15	+3
L'immigration	1	7	12	+5
La mondialisation	12	4	5	+1
La fiscalité	16	4	5	+1
La corruption, les affaires	9	5	5	=
La construction européenne	22	9	4	-5
Les questions internationales	6	1	2	+1
- Aucun de ces enjeux	-	1	1	=
- Ne se prononcent pas	-	2	1	-1

**Quels sont les deux qui comptent le plus pour vous au moment de voter ?**

Total supérieur à 100, les personnes ayant à donner deux réponses

(1) CSA/Les Échos  
(2) CAS/France Europe Express

# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Quartiers en difficulté

Après avoir voté comme un seul homme, l'ensemble des projets de loi inspirés par le libéralisme le plus dur qui ont aggravé considérablement la vie des populations de ces quartiers, le Sénat vient de publier un rapport aux idées parfois généreuses mais sans effets ni engagements.

### 17 000 RMIstes

Plus de 10 % de ces bénéficiaires ont un contrat d'avenir. Selon une étude de la DREES de novembre, les allocataires se renouvellent à environ 30 %. Parmi les personnes entrées en RMI en 2002, un peu moins d'une sur deux, est sortie des minima sociaux en 2005 et une sur huit en est sortie mais y est retournée dans la période.

### 202 000

C'est le nombre des emplois qui devraient être perdus en France entre 2006 et 2010, soit 22 % de la création nette d'emplois salariés pendant cette période, du fait des délocalisations  
Source : Rapport parlementaire

### Entreprises publiques

L'Insee a établi que le nombre d'emplois dans les entreprises publiques avait diminué de 53 000 en 2005. L'origine de cette baisse se trouve notamment dans les effets de la privatisation du motoriste d'avions Snecma, à lui seul responsable de la disparition de 29 000 emplois dans les effectifs des sociétés publiques. Les ventes de filiales d'entreprises publiques à des investisseurs privés expliquent de leur côté, le transfert de quelque 9 000 salariés. Désormais, moins de 100 entreprises sont sous le contrôle direct de l'État et les trois premiers groupes publics - La Poste, la SNCF et EDF - concentrent près de 65 % des effectifs.

### Échos de luttes

- La distribution du courrier perturbée sur Nantes et ainsi refusé la suppression de tournées de facteurs.
- Ensemble, avocats et magistrats pour dénoncer la pénurie des moyens pour la justice.
- Les administratifs de Nantes Métropole demandent l'équité du régime indemnitaire entre les filières techniques et administratives.
- Impôts : 1/3 des agents des impôts en Loire-Atlantique manifestaient le 30 novembre, après la journée d'action du 14, pour dénoncer les 4 800 suppressions d'emplois en 5 ans au niveau national et exiger l'amélioration des conditions de travail et de leur pouvoir d'achat.
- Fonction publique : dégradation du service public, suppression de 35 000 postes de fonctionnaires d'État depuis 2003 dénoncent les syndicats CGT, FSU, UNSA lors de la journée nationale du 30 novembre.

### Bataille contre le CNE

Le CNE fait l'objet d'une bataille juridique en France, où la Cour d'Appel s'est déclarée, le 20 octobre 2006, compétente pour examiner la validité de ce contrat, contre l'avis du Gouvernement. Elle avait, en effet, été saisie à la suite d'un jugement du Conseil des Prud'hommes de Longjumeau dans l'Essonne qui, en avril dernier, a jugé «**déraisonnable**» la période d'essai de deux ans, au regard notamment de la convention du Bureau International du Travail.

### Logements

Le Crédit Foncier publie une étude. Celle-ci précise qu'il faut construire 500 000 logements par an jusqu'en 2010, et 470 000 par an de 2010 à 2020, afin de répondre à une demande «vitale et forte».

## Un pas vers la démocratie sociale

Alors que l'Assemblée nationale débat de la loi sur la «modernisation du dialogue social», le Conseil économique et social vient de donner un avis de grande portée. Cette 3<sup>e</sup> Assemblée de France affirme de façon nette et argumentée : la représentativité des syndicats et la négociation collective doivent être régies selon des conceptions démocratiques.

Des principes fondamentaux et novateurs sont avancés : la réforme de la représentativité syndicale et l'avis majoritaire des salariés doit s'exprimer dans la signature d'un accord collectif. Jacques CHIRAC a souligné devant cette assemblée l'importance de cette saisine.

La CGT et la CFDT ont lancé un appel solennel aux parlementaires comme au gouvernement. Ils demandent d'inscrire dans le cadre de la réforme du dialogue social, celle de la représentativité. Le groupe communiste à l'Assemblée partage totalement le contenu de cette démarche car la démocratie sociale exige une réforme ambitieuse et d'ampleur. C'est ce qu'il réclame depuis 18 ans.

On ne peut plus rester dans le système actuel qui décourage toutes celles et ceux qui veulent, pour notre pays, une négociation collective vivante et efficace, au contenu plus riche, portée par des acteurs vraiment légitimes aux yeux des salariés et devant déboucher sur des accords correspondants aux intérêts de la majorité des salariés.

Quatre piliers importants pour une véritable réforme du dialogue social, doivent impérativement être intégrés dans cette loi : celui de la représentativité, de la validation des accords selon le principe majoritaire, le respect de l'ordre public et de la hiérarchie des normes - aujourd'hui, l'accord peut être supplétif à la loi et un accord peut déroger à un autre accord -, le lien plus fort entre partenaires sociaux et législateurs.

Le temps est venu de donner aux relations sociales, l'élan dont elles ont besoin.



## 6 mois pour gagner



Le report de la privatisation GDF après les présidentielles, place la question énergétique au cœur des prochaines échéances.

Au terme d'un incroyable forcing, mené tambour battant tout l'été, pour imposer la privatisation du gaz, le gouvernement et les deux directions du groupe l'affirmaient haut et fort : c'était gagné ! La fusion GDF-Suez était acquise !

Mais voilà, un grain de sable juridique vient de bloquer la machine. Ce blocage ne relève pas du hasard. Le rappel à l'ordre de la justice pour n'avoir pas respecté un «**calendrier intégrant les exigences légales**» a fait

déraper le rouleau compresseur antidémocratique de la fusion. La vigilance des syndicats et de leurs avocats, a eu raison de ce déni de démocratie. La mobilisation des salariés, d'élus ou encore des usagers, doit se poursuivre pour donner à voir la nécessité d'une autre politique énergétique. L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises comme les autres et ne doivent pas tomber entre les mains des financiers.

Le blocage temporaire du projet et le report de son hypothétique conclusion en pleine campagne électorale doivent être utilisés pour remettre le dossier sur la place publique. Faut-il livrer le gaz aux marchés financiers ou maintenir et renforcer la maîtrise publique de l'énergie ? Voilà un sujet de débat essentiel pour les mois à venir. Ce débat peut être conduit à cette occasion avec la transparence qui lui a fait, jusqu'ici, tant défaut car les manœuvres de la droite et du MEDEF risquent de se multiplier dans les prochaines échéances électorales.

## Attention danger

Le Conseil Constitutionnel s'est aussi saisi de la question des «tarifs réglementés». Aux termes de son analyse, la France devrait accepter la suppression de ces tarifs au profit des prix du marché...

## La France teste le missile M-51

La France a procédé, le 10 novembre 2006, depuis le centre d'essais de Biscarosse, dans les Landes, au premier essai d'un nouveau type de missile nucléaire, le M-51. C'est très grave dans la situation internationale actuelle. Ce premier essai du Missile M-51 constitue : une violation du Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP), une faute politique accentuant le risque de voir le monde basculer dans une prolifération nucléaire sans fin, un gaspillage révoltant face aux besoins sociaux non satisfaits.

**LE MISSILE M-51**, c'est : 8000 km de portée, chaque M-51 est équipé de 6 bombes atomiques d'un nouveau type, les TNN (Têtes Nucléaires Nouvelles), 60 M-51 destinés aux sous-marins nucléaires de l'Île longue (Finistère), les TNN sont aussi destinées aux avions Rafales d'Istres (Bouches-du-Rhône) et de Landivisiau (Finistère).

### COMBIEN ÇA COÛTE ?

Coût du programme M-51 : 15 milliards d'euros, 4 milliards d'euros prévus au budget 2007 pour des programmes de prolifération nucléaire dont le M-51.

15 milliards d'euros = coût des programmes de «modernisation» des armes nucléaires selon le Président de la République (septembre 2005).

## Le mur

DOUSTE-BLAZY, n'est plus seul. Il approuve la construction du mur que les autorités de Tel Aviv ont construit en territoire palestinien, officiellement au nom de la sécurité d'Israël. Pourtant, la Cour internationale de justice a souligné, en 2004, son illégalité et la nécessité de son démantèlement en parlant notamment de «fait accompli» et «d'annexion».

Ségolène ROYAL le rejoint en considérant qu'il était «sans doute justifié» pour «la sécurité» d'Israël.



# Evènements, culture, idées.

## Faut-il lire

### «Les Bienveillantes» de Jonathan LITTELL ?

Bien qu'il signe là son premier roman, énorme et inattendu de 900 pages qui décrit avec minutie la période la plus insupportable et la plus condamnable de l'Histoire de l'Europe, vendu à plus de 200 000 exemplaires dès sa mise en vente en librairie en septembre dernier et avant l'attribution des Prix littéraires (Académie Française et Goncourt), on ne peut pas considérer Jonathan LITTELL comme parfaitement neuf en Littérature. Il est le fils de Robert LITTELL, célèbre et prolifique auteur de «gros» romans d'espionnage dont l'intrigue est constituée de quelques faits d'histoire récente, notamment de la guerre froide, avérés et facilement vérifiables, transformés avec talent en fiction presque aussi vraie que nature.

L'essentiel des «Bienveillantes» est constitué par le récit, écrit à la première personne, de la vie d'un officier SS, juriste de formation et membre de la Sûreté, vite distingué de ses chefs pour ses qualités d'organisateur au service du IIIème Reich, lequel - on le sait - devait être «millénaire».

L'Ukraine et le Caucase sont pour lui les premières étapes de la mise en place des plans massifs d'extermination, mais encore «artisanaux» et donc relativement inefficaces par rapport aux objectifs, dans des circonstances dont rien d'horrible ne nous est épargné.

L'horreur se poursuit avec la Bataille de Stalingrad, puis avec le lent et dramatique démantèlement de la puissance militaire allemande, l'exaspération des intérêts des cliques qui cherchent à se partager les faveurs de tel ou tel haut dignitaire, et surtout la recherche de solutions susceptibles d'apporter de nouvelles forces de tra-

vail à l'industrie de guerre. C'est alors la rencontre avec Eichmann qui supervise l'énorme complexe d'Auschwitz. Malgré les réticences de la hiérarchie et la persistance des habitudes ancrées dans les esprits, le projet est élaboré d'orienter les détenus «aptes» vers la capacité à produire en les affectant dans des usines, tout en continuant l'élimination des femmes, des enfants, des malades, des vieillards, qui continuent à arriver par trains entiers. Mais c'est déjà trop tard, quand les choses pourraient enfin s'organiser, les détenus ne tiennent pas, faute de nourriture et de conditions de vie convenables, ils meurent en quelques jours. Ensuite, viennent l'effondrement de l'économie et des moyens de transport, les bombardements, la débâcle qui jette sur les routes de l'Est convergeant vers la capitale civils et militaires, l'évacuation des camps, la répression qui frappe aveuglément (défaitistes, déserteurs présumés, etc.), la morgue ou les manœuvres des derniers compagnons d'Hitler, la folie de celui-ci à vouloir disparaître dans une sorte de «Crépuscule des Dieux».

Enfin, c'est l'assaut final en avril 1945 dans un Berlin d'Apocalypse, dont le narrateur parvient cependant à s'échapper...

La trame romanesque quant à elle, s'établit sur plusieurs registres qui s'intègrent et s'intercalent avec plus ou moins de bonheur dans le récit : l'enfance et l'adolescence difficiles, l'inceste, une homosexualité d'où est absente toute sentimentalité, une intrigue policière (mais en est-il réellement ainsi ?) sur un double meurtre quasi rituel, et enfin en heureux contrepoint dans ce monde fortement transgressif, l'ap-

parition d'un ange de tendresse en la personne d'une jeune femme - Hélène - ce qui adoucit le reste. Quant au style, on relèvera l'écriture riche et précise malgré quelques approximations et/ou invraisemblances, et



aussi le service qu'apportent au récit, les nombreux rêves, parfois scabreux, qui le jalonnent. Le lecteur sera par ailleurs parfois décontenancé par la multitude d'abréviations et de grades qui obligent à recourir au glossaire, de termes et d'expressions non traduits en Français, mais finalement cela n'a guère d'importance, il s'agit de faire toucher du doigt l'extraordinaire complexité de la machine idéologique, économique et policière mise en place par Hitler. Alors ? Où est donc le génie de Jonathan LITTELL, âgé de 38 ans vivant avec femme et enfants à Barcelone, qui fait de ce livre dérangeant et dont nous sortons «Lèvres sèches et âmes rincées. Chancelants. Meurtis. Accablés» (J.-E. DUCOIN dans L'Humanité du 18/11/2006), quelque chose d'incourable ? Rédigé d'un trait et directement en Français, à partir d'une documentation consi-

dérable, ce roman fait s'animer en continu les milliers de documents photographiques et autres que l'on retrouve dans chaque musée consacré à la Seconde Guerre Mondiale, à l'attaque contre l'Union Soviétique, à l'occupation de la France ou des Pays de l'Europe Centrale, à la Résistance ici ou là, au STO, à la propagande raciste, aux camps de travail ou d'extermination, etc., etc....

LITTELL, et c'est là son grand mérite, met un nom, des sentiments et un destin sur ces visages, sur papier jauni, bourreaux et victimes réunis ; soudain les silhouettes noires ou grises ; guenilles et uniformes chamarrés réunis, faméliques ou bien nourries se meuvent, parlent, pensent, vivent ou meurent, de façon irrémédiable. Impossible de leur échapper, elles ne nous épargneront rien, ni de leurs souffrances ni de leur folie. Les références, en lettres et en chiffres, des ordres et des rapports actés sur papier pelure, au carbone, à l'encre noire, rouge ou bleue, renvoient aux responsables qui les ont imaginés et signés, aux bureaucrates qui les ont dictés, aux dactylos qui les ont tapés à la machine, à ceux qui les ont exécutés. Alors, devant cet immense et cruel tableau vivant, où l'on est obligé de tout voir et de tout entendre, confronté à un homme qui dit sans bredouiller de honte «J'ai fait mon travail, voilà tout» ou «Je suis un homme comme vous», il ne reste plus qu'à affronter cette monstruosité, à la regarder sans concession à l'aune de son propre engagement.

Jean Pierre LANDAIS

Ed. Gallimard, Sept 2006, 906 pages, 25 €.

## Coup de cœur

### «L'altermondialisme est un communisme» de Pierre CHAILLAN

Le titre est une affirmation dont l'auteur admet volontiers qu'elle pourra heurter aussi bien les altermondialistes que les communistes. Mais, pour Pierre CHAILLAN, il ne s'agit que «d'ouvrir modestement un débat [...] en tant qu'observateur et citoyen engagé, journaliste de profession, militant communiste et altermondialiste». Il dit n'avoir recherché ici «qu'à mettre sur papier quelques idées», le fruit d'une «réflexion empirique, quoi!».

La thèse paraîtra certes à la fois logique mais osée, rapprocher altermondialisme et communisme : «deux idées si belles, deux actions si nécessaires dans un monde qui vit mal, deux visions qui nous poussent à refuser l'inacceptable, à considérer qu'un autre monde est possible».

Selon lui, un certain nombre de mouvements de résistance à la globalisation néolibérale «« appellent» le communisme, en tant que projet cohérent et analyse critique la plus poussée du système libéral». Au moment où «les résistances semblent se raffermir (et) s'appuyer davantage sur une recherche antilibérale», il apparaît que «résister, c'est envisager une alternative». Mais, «l'altermondialisme, ce "mouvement des mouvements" [...] ne pourra participer à changer concrètement le monde qu'à la condition de pousser jusqu'au bout la logique de la construction d'une alternative, jusqu'à son terme politique».

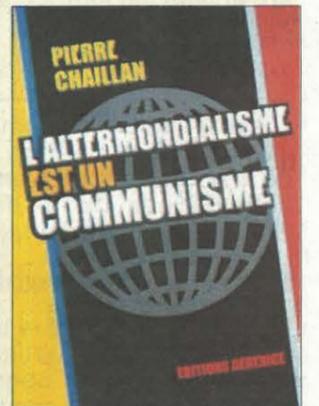
Ainsi, «altermondialistes et communistes, pour des raisons différentes, sont aujourd'hui confrontés à cette question : où est le projet alternatif ? [...] Il reste donc à mettre en cohérence un projet et un mouvement, l'altermondialisme, qui articulerait les souverainetés populaires et la dimension mondiale (un internationalisme) afin de dépasser toutes les dominations établies et dont l'idéal («un autre monde») se définirait par la mise en commun durable des richesses, des intelligences, des cultures, des ressources naturelles et des savoirs afin de devenir réalité : le communisme».

Plus un manifeste qu'une thèse bien étayée, ce sympathique petit essai est très suggestif. Il défend une idée séduisante, certes, mais qui paraît pour l'instant un peu aventureuse : celle d'un rapprochement, voire d'une confusion, entre altermondialisme et communisme, sous-estimant les difficultés de sa réalisation. Comme l'écrit justement A.TOSEL : «les promesses tenues dans le mouvement altermondialiste ne sont pas actualisées. Il reste à interroger la pluralité interne du mouvement, les contradictions de ses différentes composantes et à se demander si des réformes antilibérales suffisent à inverser irrémédiablement les mécanismes d'accumulation capitalistes».

Ce vibrant plaidoyer mérite donc une lecture souvent stimulante, même si elle laisse devant pas mal d'interrogations.

Jean-Yves MARTIN

Ed. Bérénice. Coll. Cétacé, 130 pages, 5 €.



## Exposition...



### Folle journée 2007 «L'harmonie des peuples»

Du mercredi 31 janvier au dimanche 4 février, «L'harmonie des peuples» succède à «L'Harmonie des Nations». L'édition 2007 concerne les écoles nationales tchèque, scandinave, espagnole, française, des années 1870 à 1950. Dvorak, Smetana, Ravel et Debussy entres autres, seront interprétés par les plus grands, durant les 270 concerts prévus pour cette 13<sup>e</sup> édition. Tant en Europe centrale et en Scandinavie qu'au niveau de l'axe atlantique, de l'Angleterre à la péninsule ibérique, le XIX<sup>e</sup> siècle et le début du xx<sup>e</sup> siècle connaissent un prodigieux épanouissement des écoles nationales, lié aux mouvements qui agitent le continent européen autour de 1848.

Le programme complet des artistes, musiciens, des horaires de concerts précis, par salle, de la Folle journée 2007, sera disponible courant décembre.

Cité des Congrès de Nantes, 5, rue de Valmy, Tél. 02 51 88 20 00.

## Lire

### Le développement en débat!

Les habitants de notre planète sont confrontés - certainement pour la première fois de leur histoire - à une situation inédite et dangereuse : les conséquences de leurs actes dépassent ce que notre environnement peut supporter et ces conséquences sont souvent irréversibles. Réchauffement de la planète, dérèglement climatique, menaces sur la biodiversité, épuisement des ressources halieutiques, pollution des mers, déforestation, pénurie d'eau douce, rattrapage et menacent nos sociétés. D'autre part, on a coutume de dire qu'il faudrait quatre ou cinq

planètes si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets que les habitants des États-Unis. Devant ces problèmes, a surgi en 1987 le concept de «développement durable» issu du rapport Brundtland, commandé par les Nations Unies en 1987. L'idée générale est simple : le développement est durable si les générations futures héritent d'un environnement d'une qualité au moins égale à celui qu'ont reçu les générations précédentes.

Depuis et devant la persistance, voire l'aggravation des problèmes écologiques et sociaux, le débat autour du thème même de développement, qu'il soit «durable, humain, soutenable, viable...», ne cesse de s'emballer. Certains en viennent

même à prôner la «décroissance». Plus d'une vingtaine de chercheurs, d'élus, d'acteurs de terrains ont été sollicités pour mettre en débat le modèle de



développement à l'œuvre dans nos sociétés mondialisées.

L'ouvrage, fruit du travail accumulé à cette occasion, donnera au lecteur des pistes pour y puiser des arguments pour forger sa propre

opinion.

Coordonné par Sylvie MAYER, responsable du réseau «commerce équitable» au PCF & Patrick COULON d'Espaces Marx, avec, entre autres, les contributions de : Maurice DECAILLOT, économiste ; Fabrice FLIPO, des Amis de la Terre ; Bernard GUIBERT, de la commission «économie» des Verts ; Alain HAYOT, du Comité exécutif national du PCF en charge de l'Écologie et du développement durable ; Gus MASSIAH, vice-président d'Attac ; Jacques PERREUX, vice-Président du Conseil général du Val-de-Marne ; Pierre ZARKA, de l'Observatoire du mouvement de la société.

Ed. Syllepse/Espaces Marx, 2006, 200 p., 20 €.

## près de vous

### Couëron

#### Bien vivre la ville malgré son handicap

Que faut-il faire pour faciliter la ville aux personnes handicapées ? Après avoir repéré les anomalies et les erreurs à réparer dans la commune, les comités de quartier ont débattu de propositions concrètes avec la commission «handicap» présidée par Michel LUCAS. «N'exclure personne de la vie normale, éviter la marginalisation voire l'exclusion, faire progresser l'égalité des droits des personnes handicapées» a proposé Michel LUCAS. Le Maire adjoint aux Affaires Sociales et à la Solidarité pense qu'il est nécessaire de «développer des campagnes d'information et de sensibilisation pour obtenir une prise de conscience citoyenne».

### Conseil régional

#### Hausse de la TIPP, les communistes s'abstiennent

Pour financer les nombreux transferts de compétences qu'il fait voter par sa majorité, le gouvernement vient généreusement d'allouer aux Régions une partie de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP). Il leur a également donné la possibilité d'en moduler une part régionale. Un cadeau empoisonné destiné à faire payer toujours plus, les familles ! «Dans les Pays de la Loire, plus de la moitié des salariés gagnent moins de 1 484 euros nets par mois, plus de 17 % touchent le SMIC soit 984,61 euros nets, des dizaines de milliers de ménages sont contraints de rogner sur les dépenses dès le quinze de chaque mois...», a constaté Hubert DELAHAIE. Réclamant une profonde réforme des finances locales qui permette enfin de faire payer ceux qui ont de l'argent, le groupe communiste s'est abstenu sur cette délibération.

### Les Sorinières

#### Pour que les jeunes restent au pays

La ville avait moins de 4 % de logement sociaux en 2001. «Un héritage de la droite, qu'il nous faut dépasser» constate Pierre RIOU. «Les communistes font de la question d'une réelle mixité sociale, une de leurs priorités» affirme l'élue, exemples à l'appui. Plusieurs constructions sont en cours de réalisation qui vont permettre d'aller pas à pas vers les 20 % prévus par la loi SRU. Ainsi, un projet de 44 hectares ZAC des Vignes, va sortir de terre, l'an prochain. 508 logements mêlant le locatif, et l'accession à la propriété, avec l'objectif de permettre aux jeunes de rester vivre dans leur ville. Le Maire Adjoint communiste qui précise qu'un autre «grand projet dans le centre bourg devrait prochainement sortir des cartons».

## L'activité

### Notre Dame-des-Landes

#### La «vive attente» des élus communistes et républicains

Marc JUSTY et Gilles BONTEMPS, respectivement Président et Secrétaire de l'ADECR ont écrit, dans le cadre de l'enquête publique, au Président de la commission pour lui faire part de «la vive attente» des élus communistes et républicains «de voir se réaliser le plus rapidement possible, cet outil d'aménagement du territoire, combinant développement économique, social et culturel et ce, dans les meilleures conditions environnementales pour nos concitoyens». Accueillir les 9 millions de passagers attendus à l'horizon 2050, à Nantes Atlantique aurait «un coût direct bien supérieur à la construction du nouvel aéroport» soulignent les deux responsables communistes qui notent que la construction d'une nouvelle piste à Bouguenais «mettrait en cause... trois établissements scolaires en zone C du Plan d'Exposition au Bruit, trois écoles à Bouaye, deux à Pont-Saint-Martin et deux établissements de santé en zone D... Il faudrait acquérir près de 600 ha de terrain supposant la destruction de nombreuses habitations et bâtiments à usage industriel et agricole». A l'inverse remarquent, Marc JUSTY et Gilles BONTEMPS, sur le site de Notre Dame des Landes, de telles contraintes n'existent pas puisque «la quasi-totalité des terrains nécessaires, est dès à présent propriété du Conseil général et disponible». Contrairement à Nantes Atlantique qui s'inscrit dans un espace fortement contraint et urbanisé, le nouvel aéroport offre des opportunités incomparables pour les transports en commun. Il pourra ainsi être raccordé à la «gare de Nantes par tram/train, se connectant à la ligne Nantes/Chateaubriant, dès la mise en service...». D'autre part, les deux élus se prononcent «clairement... pour que soit réalisée une nouvelle liaison ferroviaire rapide, permettant de raccorder Rennes mais aussi le sud de la Bretagne à Nantes via l'aéroport de Notre Dame des Landes».

### ADECR

#### Le SPANC s'invite à l'Assemblée générale

Pour préserver l'environnement, la loi sur l'eau de 1992 rend obligatoire la réalisation d'assainissements non collectifs. Qui s'y opposerait ? Seulement voilà, aujourd'hui, les opérations de contrôle des installations débutent chez les particuliers et souvent la mise en conformité, exige qu'on réalise d'importants travaux. La facture sera élevée. Les coûts d'un «service public d'assainissement non collectif» (SPANC) installé en périphérie des bourgs et dans les campagnes où l'habitat dispersé, est la règle, ont sans doute été sous-estimés. D'autant qu'il s'agit souvent d'habitations anciennes, de propriétaires plutôt âgés ou de familles modestes que la spéculation foncière a contraint à l'éloignement pour se loger. La situation devient d'autant plus inextricable que chaque intercommunalité règle le problème à sa manière. Et, suivant qu'il habite en ville ou à la campagne, chaque citoyen n'est pas égal devant l'assainissement ! Différences de traitement aussi aux quatre coins du département : La Carène ou Loire et Sillon font payer le contrôle technique des installations tandis que Sud Estuaire la prend en charge... On estime que la remise aux normes coûtera en moyenne entre 6 000 et 8 000 euros à chaque famille. Où trouver une telle somme quand on a des revenus modestes qui permettent à peine de boucler les fins de mois ? Et pendant ce temps, les grands monopoles privés empochent la mise, touchant de l'argent des collectivités et présentant la note aux particuliers ! «La loi a changé les règles du jeu, constatent les élus communistes de Savenay, de Besné, de Saint Brévin ou de Couëron... mais le législateur aurait du prendre ses responsabilités et proposer des mesures concrètes rendant les transformations supportables aux familles». Prêts à taux zéro, aides diverses des collectivités, prélèvements échelonnés sur la facture d'eau... les propositions sont multiples. C'est pourquoi la question du SPANC sera abordée lors de la prochaine Assemblée générale de l'ADECR le mercredi 20 décembre 2006.



### Saint-Joachim

#### Le livre au cœur de la ville

«Picasso se plaisait à dire que «les plus belles fleurs sont celles qui poussent dans les livres», il en pousse dorénavant de cette espèce à Saint-Joachim», constate Marc JUSTY, satisfait d'inaugurer, en cette fin novembre, la nouvelle bibliothèque de sa commune. Quand on visite la réalisation de 475 m<sup>2</sup>, construite en haute qualité environnementale en plein centre bourg, on se dit qu'il a fallu beaucoup de ténacité au Maire communiste pour mobiliser les financeurs. 61 % des 1 425 000 euros nécessaires à cet investissement ont été payés par la Carène, 28 % par l'État, 8 % par le Conseil général, 2 % par la Région... 9 000 livres, 2 500 CD, 500 DVD sont à la disposition du public, de tous les publics sans exclusive puisque le Conseil municipal a décidé que le prêt serait gratuit. Coin détente aménagé pour les enfants, point information jeunesse pour les plus grands, tables de lecture, ordinateurs à la disposition du public, fauteuils, rien ne manque pour faire de l'équipement un lieu de rencontre et de convivialité. Voisin du Centre Culturel Georges BRASSENS qui abrite les associations locales, proche des principaux lieux de vie de la commune, la bibliothèque Louise MICHEL affirme déjà, avec ses grandes baies vitrées ouvertes sur l'extérieur, sa volonté de s'ouvrir sur le monde qui l'entoure et tout particulièrement sur les écoles maternelles, élémentaires, le collège et le foyer logement des personnes âgées.

## Je souscris

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

Je verse ..... euros

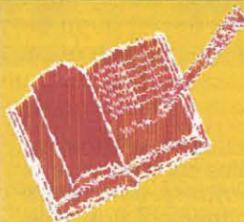
Chèque à l'ordre de : Anecr Solidarité  
Anecr Solidarité 10, rue Parmentier 93189 Montreuil Cedex

parrainent la ville martyre de Cana



13 000 élus communistes et républicains

## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### LUNDI 11 DECEMBRE :

réunion du Comité local de la section de la Basse Loire à 18 h 30, salle de la Fraternité à Couëron.

### VENDREDI 15 et SAMEDI 16 DECEMBRE :

Conseil national du PCF.

### LUNDI 18 DECEMBRE :

réunion du Collectif antilibéral de Saint-Nazaire à 20 h 00, Maison des associations à Saint-Nazaire.

### MARDI 19 DECEMBRE :

4<sup>e</sup> réunion du Collectif unitaire et populaire de Rezé à 20 h 30, salle du Seil allée de Provence à Rezé.

### JEUDI 21 DECEMBRE :

réunion du Comité exécutif de section de la Brière à 18 h 30, salle des associations à Saint-Joachim.

## ■ RÉPONSES DU JEU DU VIN ET DE LA VIGNE

### Question 1

Quel est le cépage rouge le plus planté dans le Val de Loire ?  
A Cabernet franc B Cabernet sauvignon C Gamay

Réponse : A

### Question 2

Dans cette même région, quel est le cépage blanc le plus planté ?  
A Chenin B Muscadet C sauvignon

Réponse : B

### Question 3

En quelle année a été créée l'appellation Gros Plant VDQS ?  
A 1954 B 1949 C 1928

Réponse : A

### Question 4

Un vin est madéréisé lorsqu'il :  
A provient de l'île de Madère B est oxydé C est bouchonné

Réponse : B



### Question 5

En quelle année, le Sancerre a-t-il obtenu l'appellation AOC ?  
A 1936 B 1945 C 1981

Réponse : A

### Question 6

De quel grand acteur est cette expression : " Le lyrisme est né dans le vin " ?  
A Gérard DEPARDIEU B Michel SIMON C Louis JOUVET

Réponse : C

### Question 7

Dans les coteaux du Vendômois, quel cépage est souvent associé au Gamay ?  
A Le Merlot B Le Cabernet sauvignon C Le Pineau d'Aunis

Réponse : C

### Question 8

Quel pape français a choisi comme résidence d'été, " Châteauneuf " ?

Réponse : Jean XXII

### Question 9

De qui est l'expression : " Pas de vin, pas de soldat " ?

Réponse : Napoléon

### Question 10

De quelle région viticole provient le macvin ?



Réponse 1 : Le Jura

### Sources pour les réponses :

Le vin en 10 leçons, Editions Hachette  
L'Encyclopédie des vins, Editions Atlas  
La dégustation des vins de JM Monnier, Editions Siloë

**Vous faites parti de nos gagnants, bravo, vous pouvez venir retirer votre lot à la fédération du Parti Communiste Français 41 rue des Olivettes à Nantes entre 9 heures et 17 heures du lundi au vendredi. Les lots sont disponibles jusqu'au 29 décembre 2006 à 12 heures.**

### «Nouvelles de Loire Atlantique»

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## LOGAN

Comment faire rentrer  
5 personnes dans 7600€,  
sans chausse-pied ?

SOYEZ LOGIQUE SOYEZ LOGAN

5 vraies places / Cadre S10L / ABS / 2 airbags / Garantie 3 ans / A partir de 7600 €

DACIA  
groupe Renault

www.dacia-logan.fr

Modèle présenté Logan 1.4 75ch. Consommation mixte (l/100km) : 6,8. Emissions CO<sub>2</sub> (g/km) : 164.

RENAULT SAINT-NAZAIRE  
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE  
380, Route de la Côte d'Aour - Océans  
**02 40 17 20 20**  
ET SON RÉSEAU D'AGENTS



## Ouvrons-la !!

La campagne présidentielle a bel et bien commencé, pas seulement à la télévision, à la radio ou dans les journaux. Elle est aussi un sujet de discussion chez tous ceux qui sont bien décidés à mettre un bulletin dans l'urne. Cette élection est bien heureusement, l'affaire de tous. Les jeunes sont évidemment attentifs aux débats, ils se souviennent du formidable mouvement contre le CPE, l'ex-

trême précarité qu'il représentait et l'avenir sombre qu'il dressait pour toute une population déjà bien malmenée. Avril 2006 fut le mois de la victoire contre un gouvernement qui voulait placer un peu plus la jeunesse dans une case à part : la case des sans droits. La réaction fut immédiate : des millions de jeunes, de salariés, de privés d'emploi et de retraités dans la rue, tous ensemble. En

avril 2007, il faudra que cette unité prononce la sanction contre cette droite qui nous gouverne et qui espère bien repartir à l'assaut des droits des jeunes, du code du travail, de l'enseignement public et d'un avenir sécurisé. Beaucoup de candidats se sont déjà déclarés, que retiennent-ils des exigences des jeunes, portées dans les dernières luttes ? Apparemment pas grand-chose, ils ne peuvent pas se souvenir des mouvements auxquels ils étaient opposés ou auxquels ils n'ont pas participé. Après tout, quelles pro-

positions de transformation sociale, de progrès, de justice, portées par ce faux débat actuel qui voudrait nous faire croire que tout est déjà joué ? Veut-on dans ce pays remettre en cause le capitalisme, les dominations économiques et sociales... car c'est bien contre cela que les jeunes se sont mobilisés en masse ? Bien sûr que non. Dans tous les cas, le vote LE PEN est bien la conséquence du

refus d'entendre ce que les mouvements expriment. Il y a un espoir à gauche et c'est une majorité qui doit s'en emparer. Une division de la gauche comme le souhaite depuis toujours, certains contestataires éternels, ne ferait que renforcer la droite. Autrement dit, voter BESANCENOT ou LAGUILLER serait donner une chance de plus à SARKOZY. Les jeunes ne veulent plus revivre 5 ans d'UMP,

quel serait le devenir de l'éducation pour tous ? Quelles seraient les perspectives de trouver un emploi en CDI correctement rémunéré, de pouvoir acheter une voiture, de pouvoir payer son loyer, de pouvoir partir en vacances... ? Ce sont là des questions essentielles que les jeunes doivent prendre en compte avant de glisser le bulletin dans l'urne. C'est de cela que les jeunes communistes de Loire-Atlantique ont débattu lors de leur Congrès départemental du 9 décembre.